



**PROPOSITION DE
SA SE BIZNIS PAM (SSBP)
AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
(MEF)**

JUILLET 2020

CONTEXTE

L'association de Petites et Moyennes Entreprises (PME) Sa Se Biznis Pam (SSBP) a mené une enquête parmi ses membres, dite enquête interne, en Juin dernier, compte tenu des tensions politiques qui ont engendré un ralentissement net des activités économiques, ainsi que les perturbations causées par la pandémie de Covid-19. L'objectif de l'enquête a été de déterminer les conséquences de l'instabilité politique et de la pandémie sur la situation financière des PME membres de SSBP, qui regroupe plus de 200 PME. Grosso modo, l'enquête a révélé que tous les membres nécessitent un appui financier et le renforcement de leurs capacités techniques pour relancer leurs activités. En effet, les deux crises, celle de « pays lock » de juillet 2018, qui a été intermittente, jusqu'en fin 2019 et la pandémie de Covid-19 du printemps 2020 accentuent la précarité des PME en Haïti qui sont pratiquement toutes au bord de la faillite.

D'ailleurs, les données économiques confirment les résultats de l'enquête :

- Le taux de croissance réelle, donc une contraction, de l'économie estimé a -3.6%,
- Une inflation de 22.6% en moyenne,
- Une dévaluation de la gourde qui environne 120 gourdes pour un dollar des États-Unis d'Amérique,
- Et le déficit budgétaire, par rapport au PIB, est estimé à 6.2%.

Le constat est donc catastrophique. Les entreprises sont décapitalisées. Celles qui ont pu résister aux diverses pressions sont tellement fragilisées qu'elles risquent la faillite. Face à cette situation, des membres de SSBP et son conseil d'administration ont entamé un plaidoyer pour tirer la sonnette d'alarme.

Ce plaidoyer sert à convaincre le gouvernement d'adopter une nouvelle politique économique et commerciale mieux adaptée aux réalités du pays. SSBP préconise des choix économiques stratégiques et intelligents en donnant la priorité a un programme d'appui aux micro et aux petites et moyennes entreprises (MPME). L'objectif est de stimuler la création d'emplois a court, moyen et long termes.

Ce document consiste de propositions des chefs d'entreprises membres de SSBP au Ministère de l'Économie et des Finances, qui est en train d'élaborer le budget 2020/2021. SSBP souhaite vivement que ses recommandations ouvrent la porte au dialogue constructif entre l'État et lui afin qu'ensemble nous dégagions des pistes de solutions pour un développement économique durable dans l'intérêt supérieur de la nation.

Mécanismes pour relancer immédiatement l'appui aux PME

- Relancer le « programme Agribusiness » lancé en 2015 pour financer, à hauteur de 20 millions de gourdes, des MPME locales, selon les critères établis dans un protocole mutuellement convenu.
- Relancer le programme Fonds de Recapitalisation des Entreprises Haïtiennes (FREH) créé après le séisme pour recapitaliser les PME.
- Dynamiser le Partenariat entre le programme d'incubation de start-ups technologiques « Alpha Haïti » lancé en 2018 et SSBP pour accompagner des entreprises ayant le potentiel pour créer rapidement des emplois.
- Faciliter l'émergence de business angels en Haïti et dans la diaspora et créer un fonds de match-making pour les stimuler.

Propositions fiscales MEF/DGI

- Accorder aux contribuables jusqu'au 31 janvier pour payer des impôts.
- Exceptionnellement, permettre la déclaration et le paiement d'impôt sur le revenu, sans payer des intérêts de retard, ni amendes de Bilan.
- Réduire de 80% des taxes sur l'importation des matières premières destinées à la production agricole.
- Augmenter de 20% les droits de douane sur des produits importés qui sont en compétition avec les produits locaux, par exemple, le lait, la viande de bœuf, le poisson, le sirop de miel, les piments, le beurre d'arachides (manba) et le, café, entre autres denrées de base.

Propositions adressées au MEF et à la Banque de la République d'Haïti

(BRH)

- Le MEF et la BRH pourraient mettre en place un mécanisme de renégociation des crédits d'une catégorie d'entreprises qui sont dans le secteur de la production locale.
- Adopter des mesures de soutien au cas par cas aux entreprises qui opèrent dans les secteurs de production. Ces entreprises peuvent bénéficier d'un plan d'étalement de créances avec l'appui du MEF et de la BRH.

- Financer des salaires de certaines entreprises viables ayant la capacité de rebondir rapidement
- Favoriser la médiation dans des situations d'incapacité d'honorer des factures de fournisseurs

Coopération Externe

Banque Mondiale

- ⇒ MEF peut négocier avec la Banque Mondiale la création d'une facilité au sein du Fonds de Développement Industriel (FDI) à l'aide d'un comité mixte public/privé de gestion composé de 2 représentants du secteur des PME, 2 représentants des chambres de commerce et d'industrie et des grandes entreprises et 3 représentants du FDI afin d'assurer la transparence de ce fonds, qui aurait pour objectif de :
 - ⇒ Financer des fonds de roulement de certaines entreprises ;
 - ⇒ Octroyer des crédits aux PME et les aider à intégrer dans des chaînes de valeur mondiales ;
 - ⇒ Envisager un fonds de garantie administrée par ou BRH de certaines initiatives du secteur privé, notamment pour renforcer la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises, moyennant la création des emplois, en partenariat avec la Société financière internationale, comme cela se fait en Guinée à travers l'initiative « Renforcement de la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises et Accès aux financements » (PRECOP).

Banque Inter Américaine de Développement (BID)

- ⇒ Propose que le MEF négocie avec la BID le financement d'une police d'assurance contre les risques politiques... travers les fonds de international Financement du Commerce (ITFC) nous proposons que le MEF explore une assurance-crédit et une assurance contre les risques politiques pour soutenir les importations de produits stratégiques pour relancer la production.

MEF/MPCE/ONG « made in Haiti » politique publique

- SSBP propose que le MEF, en collaboration avec le Ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE), élabore une politique publique exigeant les ONGs Internationales installées en Haïti d'acheter les produits Haïtiens d'abord avant d'importer des produits de l'étranger. Cette mesure pourrait stimuler la production locale dans le cadre d'une politique « Made in Haiti » qui vise à relancer la production locale dans plusieurs secteurs susceptibles de créer des milliers d'emplois à court et moyen termes.